

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

## ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

**Du 3 novembre 2022**

ST/A-2022-689

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 2022,

Vu la demande présentée par l'entreprise Allez & Cie sise 15 rue de la Ricodonne – BP 51 - 33451 SAINT LOUBES Cedex, dans le cadre de travaux ENEDIS, pose de câble en tranchée sous chaussée pour le déplacement de l'ouvrage du pont Beauséjour Chemin de Grangeneuve.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>o</sup> - A compter du 18 novembre 2022 et jusqu'au 16 décembre 2022**, le stationnement sera interdit Chemin de Grangeneuve, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 2<sup>o</sup> - A compter du 18 novembre 2022 et jusqu'au 16 décembre 2022**, la circulation sera interdite Chemin de Grangeneuve, au droit du chantier, sauf riverains.

**ARTICLE 3<sup>o</sup> -** La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

**ARTICLE 4<sup>o</sup> -** La signalisation et la déviation nécessaires seront mises en place par l'entreprise.

**ARTICLE 5<sup>o</sup> -** Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6<sup>o</sup> -** cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué



Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le trois novembre deux mille vingt deux

Signé par : Bilal Halhoul  
Date : 03/11/2022  
Qualité : Parapheur B Halhoul  
Libourne